

# Jahresrapport ♦ Rapport annuel

# 2019

**SSR** Schweizerischer Seniorenrat  
**CSA** Conseil suisse des Aînés  
Consiglio svizzero degli anziani

**VASOS** Vereinigung aktiver Senioren- und  
**FARES** Selbsthilfe-Organisationen der Schweiz, 3000 Bern  
Föderation des Associations des  
rentés et de l'Autonomie en Suisse, 3000 Berne  
Federazione associativa del  
pensionati e d'autonomia in Svizzera, 3000 Berna

**SVS** Schweizerischer Verband für Seniorenfragen  
Association Suisse des Aînés (ASA)  
Associazione Svizzera degli Anziani (ASA)

La Voix des Seniors

Die Stimme der Senioren

La Voce degli Anziani

## Sommaire

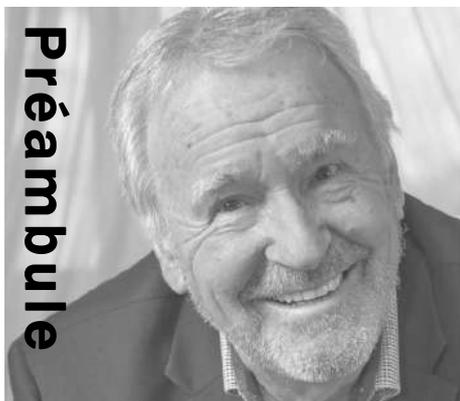
- 1 Préambule de la Coprésidence
- 2 Mobilité & Habitat
- 3 Soziale Sicherheit
- 4 Vieillesse et Migrations
- 5 Seniors et TIC
- 6 Santé
- 7 Gesundheit
- 8 Alter in der Gesellschaft
- 9 Commission Extra-parlementaires
- 10 Gr Experts Juridique Communication
- 11 Finanzen & Administration
- 12 Schlusswort

## IMPRESSUM

Schweizerischer Seniorenrat SSR  
Conseil Suisse des Aînés CSA  
Hopfenweg 21 CH-3007 BERN  
Tel 031 370 21 08  
information@ssr-csa.ch  
www.ssr-csa.ch  
Layout, Grafik, Druck  
COMARG Sàrl

Unterstützt von/Soutenu par

 Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



### Le CSA posent ses bases pour l'avenir !

L'année 2019 a été laborieuse et riche en activités de toute nature conformément aux objectifs et buts fixés par ses instances dirigeantes, répondant notamment aux exigences du contrat de prestations d'avec la Confédération Suisse par l'OFAS. Le rapport de l'OFAS qui a été délivré au CSA à la suite de la séance annuelle de controlling et de l'audit réalisée par le service des finances de la Confédération a relevé le bien-fondé et la qualité du travail qui a été fourni.

Le contrat de prestation entre la CH, l'OFAS et la CSA est arrivé à son terme et a été reconduction pour une nouvelle législature de 2019-2022. En fait, il ne s'agit plus d'un contrat de prestations, mais d'un contrat de subvention selon les nouvelles règles de la Confédération pour les bénéficiaires de subventions.

Signé, le nouveau contrat induit plusieurs nouveautés impliquant la révision de la stratégie et du positionnement du CSA et de ses deux Faïtières, ASA et FARES. De fait, il implique l'élaboration de sous-contrats de subvention entre le CSA et ses deux Faïtières pour les parts de la subvention allouée au CSA et qui leurs sont versées. Ces deux contrats ont été signés et impliquent un nouveau rapport entre le CSA et ses deux membres. Il devient l'organe de contrôle des deux faïtières et répond par sa responsabilité pour les montants qu'il attribue aux deux faïtières.

L'OFAS a, par ailleurs, consenti l'octroi d'un financement complémentaire et unique pour la réalisation d'une nouvelle stratégie du CSA.

Revoir la stratégie du CSA et son positionnement, revoir son organisation, repenser les processus de communication, ses faiblesses

et ses forces, ses liens avec ses partenaires, furent les enjeux d'un groupe de travail ad hoc dès le début 2019.

Quand bien même, la planification prévoyait la validation de la nouvelle stratégie en novembre, celle-ci n'a pas pu être terminée dans le temps prévu et sera poursuivie en 2020, visant un terme pour la fin de l'année et la mise en place de la nouvelle stratégie en 2021, année du 20<sup>ème</sup> anniversaire du CSA.

Le moment est venu pour le CSA et ses deux Faïtières de s'interroger sur ses structures, sur ses moyens, sur sa politique et son positionnement pour lui permettre de mener à bien sa mission au service d'une cause, loin des rivalités partisans, pour ne parler plus que du bien-être et du bien-vivre des quelques 2 millions de rentiers AVS de ce pays et en particulier les plus démunis.

Une remise en question des structures fondamentales communes du CSA, de l'ASA et de la FARES est à l'ordre du jour. Cette dynamique pourrait être la genèse d'une force politique à nulle autre pareil et dont les prérogatives seraient basées sur la politique du vieillissement traitant des problèmes de société, sans antagonismes politiques, mais qui se rejoignent presque toujours, dès lors qu'il s'agit de la cause des seniors.

Le CSA aura 20 ans en 2021. Deux décennies devraient largement suffire pour espérer une évolution lui permettant de trouver une place plus prépondérante dans la société suisse. En 20 ans, le monde a changé. L'espérance de vie a augmenté de manière très significative. La révolution numérique bat son plein. L'économie « grise » est une réalité, mais la pauvreté avec l'âge en est une autre et les coûts de la santé sont proche de l'explosion. Les seniors représenteront bientôt un tiers de la population, sans compter qu'il n'y aura plus qu'un actif pour payer la rente d'un rentier. Certes, il existe des solutions qui doivent être trouvées de concert entre tous les partenaires sociaux, dont le CSA en est partie prenante.

C'est dans ce contexte, que le CSA a entrepris l'élaboration de sa nouvelle stratégie, qu'elle pourra assurer sa pérennité et envisager l'avenir dans une société toujours en mutation et qui a besoin d'un CSA fort dans son rôle d'organe de conseil et d'influence de nos gouvernants en matière de vieillissement.

Roland Grunder, Coprésident CSA

## Mobilité et Habitat



### Participants

Jean-Maurice Fournier, Président, FARES, Christiane Layaz-Rochat, FARES, Pierre Scherb, ASA, Sylvia Mamié, ASA. Rolf Schneider, FARES

### Activités

Au cours de l'année 2019, notre GT a tenu 3 séances et participé à de nombreux échanges de communications électroniques pour établir des prises de positions et forger nos opinions; tous les membres du GT ont participé à toutes ces activités. Ces diverses démarches nous ont amenés à développer des relations avec 4 organismes suisses s'occupant d'habitat ou de mobilité (ATP, BPA, Curaviva, Fondation Leenaards).

**En matière d'habitat**, nous avons poursuivi l'étude des mesures de sécurité de l'habitat des seniors. Avec le GT de Politique sociale, nous avons élaboré un rapport de consultation relatif à l'imposition de la valeur locative de son propre logement, en mettant en relief les exigences du vieillir chez soi.

Une séance d'information et d'échange auprès de Curaviva nous a permis de mieux comprendre, de suivre et de contribuer, peut-être, au développement du projet **d'Habitat 2030**. Cette expérience nous a incités à suivre de près la présentation et l'étude du document phare «**Habitat et Vieillesse**» qu'a publié Age Report IV en fin d'année.



## Mobilität und Wohnen



Avec ces projets qui englobent cinq générations d'habitats d'aînés, il y aura matière à réflexion et à discussion!..

**Les questions de mobilité** ont occupé la plus grande partie de notre activité de l'année. Nous nous sommes attachés à la mobilité sous toutes ses formes: de la voiture au piéton en passant par le vélo, les divers engins électriques et le train!

D'une manière générale, il faut redire que les mesures de protection de la personne âgée, comme de toute personne fragilisée, demeurent insuffisantes dans notre pays; piéton ou cycliste, le senior se trouve trop souvent en danger dans notre espace public. Malgré de nombreuses interventions, ni les TP ni les CFF n'ont adopté des mesures de soutien et de promotion de la mobilité des personnes âgées dans notre pays.

Comme conducteur ce même senior est souvent considéré comme un personnage dangereux; la presse du dimanche et plusieurs offices de l'administration s'évertuent à ignorer l'expérience et les compétences acquises. Pourtant - malgré un surprenant "record" des 70+ (70-75 ans) en 2018 - toute analyse statistique des relevés des accidents de ces dernières années révèle que les aînés provoquent peu d'accidents, même si, par inattention, ils s'offrent trop souvent en victimes déconcertantes!

Nous en concluons que nos associations de seniors doivent davantage contribuer au maintien d'une bonne mobilité de leurs membres et proposer les informations et les nombreuses mesures de prévention et de formation disponibles! Assurer, développer et protéger la mobilité des aînés représente un devoir social, voire un défi pour notre société.

Jean-Maurice Fournier, Président

## Sécurité sociale



## Sociale Sicherheit



### Personelles

Josef Bühler, VASOS, Präsident, Peter Haudenschild, SVS, Hans-Rudolf Schuppisser, SVS, Michael Zumbach, SVS, Inge Schädler, VASOS, Marco Medici, VASOS, Rose-Marie Lüthi-Kreibich, VASOS.

### Personelles

Die 7 Mitglieder der Arbeitsgruppe „Soziale Sicherheit“ (AGr) trafen sich im Berichtsjahr zu 5 Sitzungen.

### Bearbeitete Geschäfte

Nachdem die **EL-Reform** die AGr über längere Zeit beschäftigt hatte, wurde diese im Frühjahr 2019 vom Parlament gutgeheissen. Ein Referendum wurde diskutiert, dann aber auch vom SSR abgelehnt.

Die Vernehmlassung zur **Verordnung über die Ergänzungsleistungen (ELV)** wurde diskutiert und eine zustimmende Stellungnahme des SSR an den Bundesrat verfasst. Gefordert wurden jedoch Beiträge an betreutes Wohnen und regelmässige Anpassung der Mietzinsmaxima.

Die Botschaft zur **«Stabilisierung der AHV (AHV 21)»** wurde in der Arbeitsgruppe studiert und diskutiert. Die Diskussion geht weiter. In der Vernehmlassung zur Vorlage hatte der SSR dieser letztes Jahr zugestimmt.

Die Vernehmlassung zum Bundesgesetz über **«Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose»** wurde studiert und diskutiert sowie eine zustimmende Stellungnahme des SSR an den Bundesrat verfasst. Die Beratungen im Parlament werden aufmerksam verfolgt.

Die einseitige Anpassungsmöglichkeit des **Versicherungsvertragsgesetzes (VVG)** zulasten der Versicherten wurde bekämpft und der Fortgang der parlamentarischen Beratungen wird aufmerksam verfolgt.

Die Botschaft zur **«Reform des Erbrechts (ZGB)»** wurde in der Arbeitsgruppe studiert und diskutiert. In der Stellungnahme des SSR zur Vernehmlassung wurde der Vorlage seinerzeit zugestimmt. Die Beratungen im Parlament werden aufmerksam verfolgt.

Zusammen mit der AGr «Mobilität und Wohnen» wurde die Vernehmlassungsvorlage zum **Eigenmietwert** diskutiert und eine Stellungnahme an den Bundesrat erarbeitet.

### Am Ende des Berichtsjahres

Die Vernehmlassungsvorlage zur **BVG-Reform** wird demnächst erscheinen und in der AGr gründlich studiert und diskutiert werden.

Auf Ende des Berichtsjahres scheiden aus der AGr aus: Josef Bühler (Präsident) und Hans Ruedi Schuppisser (Vize-Präsident) sowie Peter Haudenschild und Michael Zumbach.

Die Nachfolgeregelung ist auf gutem Weg.

Josef Bühler, Präsident



## Alter und Migration



## Vieillesse et Migration



### Participants

Jean-Paul Dudt, FARES, Theres Engeler-Bisig, ASA

### Organisation

Le groupe de travail du CSA « Migration et vieillesse » est composé de 3 membres :

Jean-Paul Dudt (FARES/VASOS), président ad interim, Theres Engeler Bisig (ASA/SVS),

Walter P. Suter (FARES/VASOS), absent pour raison de maladie durant toute l'année sous revue.

Durant 2019 le groupe ne s'est réuni qu'une fois, soit le 9 mai lors de la mini-session du CSA à Saignelégier.

### Activités

#### Situation des ex-immigrés Kosovars rentrés au pays et qui ne touchent pas leur AVS.

Le groupe de travail a constaté la réponse positive du Conseil Fédéral à la lettre du CSA / SSR demandant que le problème des ex-immigrés Kosovars rentrés au pays et qui ne touchent pas leur AVS soit réglé au plus vite.

Nous sommes heureux qu'une nouvelle convention de sécurité sociale soit maintenant signée avec le Kosovo pour régler ce problème. Nous regrettons néanmoins que les arriérés ne soient pas versés rétroactivement à tous les Kosovars lésés, qui ont ainsi perdu plusieurs années de rentes.

#### Dissolution du groupe de travail

##### « Migration et vieillesse »

Lors de la séance du 9 mai, les deux membres présents ont constaté qu'il ne leur était plus possible de continuer de fonctionner avec seulement deux membres, et proposé à l'Assemblée des délégués de dissoudre le groupe et d'intégrer ses activités dans le Groupe de travail « Vieillesse et Société / Alter und Gesellschaft » duquel fait déjà partie Theres Engeler Bisig.

Cette proposition a été acceptée par l'Assemblée, la direction du CSA / SSR et par le Groupe de travail « Âge et Société » (Alter und Gesellschaft).

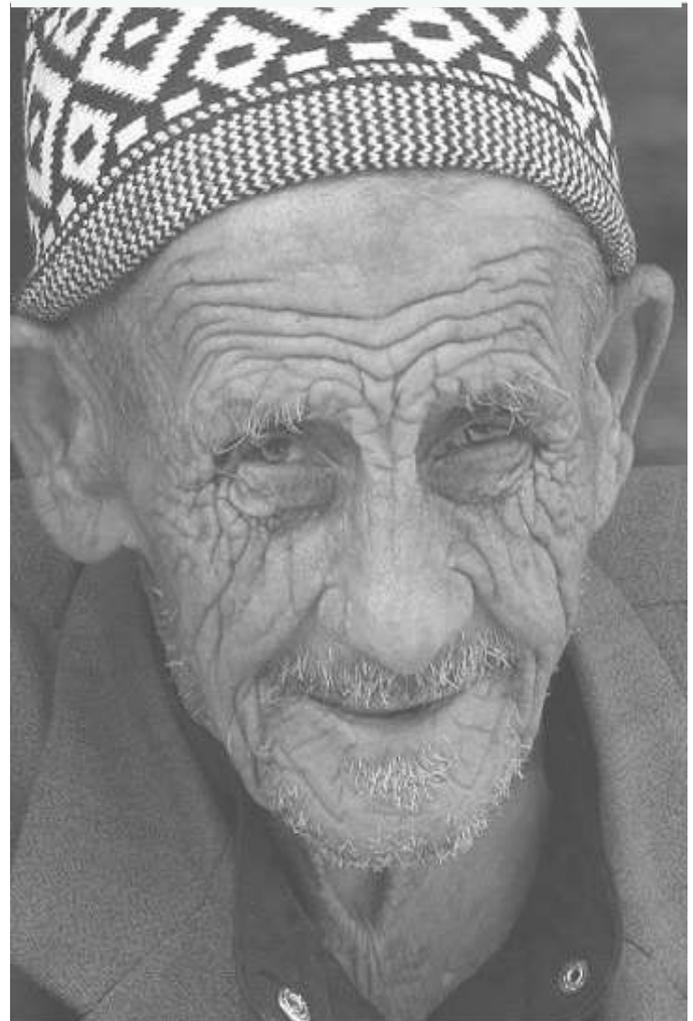
Le groupe de travail « Migration et vieillesse » a donc été dissous en 2019.

*Paul Dudt, Président a.i.*

**Avec l'âge, nous sommes tous gris !**



**Mit dem Alter, sind wir alle grau !**



## Seniors et TIC ♦ IKT und Senioren

### Participants

Roland Grunder, Président, ASA, Rose-Marie Lüthi-Kreibich, VASOS, Rudolf Garo, SVS, Lindo Deambrosi, FARES, Kurt Rüttimann, SVS.

### Réunions

Le GT s'est réuni à quatre reprises durant l'année sous revue. Les points principaux traités ont suivi le plan d'action et de stratégie du groupe, notamment les participations actives dans les domaines e-Inclusion, du AAL (Maintien à Domicile) ainsi que les sujets liés à l'information et au réseautage dans le domaine des TIC.

### Nouveau contrat de subvention 2019-2022

Le contrat de subvention entre l'OFAS et le CSA a été renouvelé pour une nouvelle période législative. Il inclut des directives à l'attention des GT qui définissent le cadre du travail, notamment des activités de recherches d'informations, d'analyse, d'élaboration de prises de position, de réseautage dans le domaine des TIC, l'accès de la population âgée aux TIC, l'intégration dans les réseaux de communication électronique, la suppression des barrières numériques, l'utilisation des TIC pour l'amélioration de la qualité de vie et du maintien à domicile des personnes âgées.

### Réseautage

Le GT TIC a une activité de réseautage tant dans les milieux politiques que dans les milieux associatifs en relation avec les technologies de l'information au service des seniors. Par ailleurs, au plan politique, nous sommes sur la liste des organismes proches du DETEC au sein duquel se débattent les questions liées aux TIC. Nous avons été invités à participer au Congrès « la Suisse Digitale ».

Au plan international, c'est le AAL – Active and Assisted Living Programme/ITC for ageing well qui nous a permis de nous positionner et où nous sommes régulièrement sollicités à participer aux réunions en Suisse et à l'étranger, tel par exemple le Congrès « Immo-Health-Care ».

Notre présence au sein d'EURAG et de la plateforme européenne AGE nous permet un échange d'idées et d'informations sur la politique des TIC au service des aînés.

### e-Inclusion Suisse - Plan d'action 2016-2020 de l'OFCOM

Ce fut l'une de nos préoccupations au début de 2017, à savoir de faire passer dans le plan d'action les options de soutien aux personnes précarisées et sans emploi pour bénéficier des facilités d'accès aux technologies de l'information et de l'Internet. Les propositions du GT ont été intégralement retenues dans le plan d'action, apportant au CSA une reconnaissance importante au niveau national. La suite logique de ces réflexions va vers la gratuite des accès à l'internet et aux TIC.

### Le projet « régions périphériques ou/et Helpdesk »

Ce projet est né de la constatation que de nombreuses régions périphériques en Suisse, notamment des régions et villages isolés de montagne, ne disposent plus d'infrastructures telles que la Poste, la Banque, parfois même des services communaux. Cet état de fait marginalise et précarise un nombre important d'habitants, notamment les seniors. La majorité des services sont aujourd'hui remplacés par les technologies de l'information et de la communication et

que, sans ces accès, l'isolement devient inextricable. Commencé dans deux régions périphériques tressinoises, ce projet financé par le CSA s'est achevé 2019 avec la publication d'un rapport final. Conduit, au Tessin, par les Prof. Schürch et son équipe de l'institut LISS, le projet et le rapport ont été présenté à l'Assemblée des Délégués ainsi qu'aux autorités des régions concernées. Il a laissé une très grande impression et doit faire l'objet d'une communication des résultats à large échelle. Le GT TIC souhaite sa poursuite au niveau national par deux extensions du projet dans les deux autres régions linguistiques de Suisse. Il s'agira de se pencher sur le financement de ces éventuels nouveaux pilotes, en commençant par la traduction du rapport final établi en italien.



Man ist nie zu alt fürs Internet...

On est jamais trop vieux pour Internet...

### Conclusion Autres réflexions et actions

Le GT TIC/AG IKT a durant l'année écoulée pu réfléchir, suivre et poursuivre la coopération avec ses partenaires européens et nationaux, notamment AAL « Maintien à Domicile » qui reste l'un des grands défis de la société vieillissante actuelle.

Le GT s'est penché et suivi de près l'élaboration du Dossier électronique du patient. Il a pris position à cet égard.

Le projet national de la e-ID—carte d'identité numérique a aussi été suivi de près. Le GT TIC a recommandé l'intervention et la prise de position du CSA contre ce projet, opposé au partage des informations entre la Confédération et les grandes entreprises mandatées pour la gestion de la e-ID.

### Perspectives

Le GT TIC poursuit en 2020 les objectifs fixés en 2019, notamment dans le projet des régions périphériques et son extension au niveau national, ainsi que les projets liés au programme AAL. Le GT se penchera également sur les diverses options en cours dans le domaine du dossier médical électronique personnel et de l'abaissement des coûts de la santé grâce aux TIC. Plusieurs dossiers liés à la numérisation et à l'exclusion des seniors de ce monde numérique seront à l'examen, notamment l'accès gratuit au web, comme le testament numérique.

Roland Grunder, Président

## Santé



## Gesundheit

### Personelles

Lukas Bäumle, SVS, Präsident, Josef Senn, SVS, Elisabeth Wandeler, VASOS, Barbara Fischer, VASOS, Marguerite Misteli, VASOS, Christoph Steinemann, SVS, Elisabeth Striffele, SVS.  
Protokollführerin, Marianne de Mestral, VASOS.

Die gesundheitspolitische Agenda für das Jahr 2019 hatte folgende Zielsetzungen:

### Lebensqualität

- ◇ Zeitgemässe Versorgungsangebote
- ◇ Komplettierung Gesundheitsschutz
- ◇ Gesundheitsförderung und Krankheitsvorbeugung

### Chancengleichheit

- ◇ Finanzierungsgerechtigkeit und Zugang
- ◇ Bezahlbarkeit der Gesundheit durch Effizienzsteigerungen
- ◇ Stärkung der Versicherten und Patienten/-innen

### Versorgungsqualität

- ◇ Qualität der Leistungen und der Versorgung
- ◇ Stärkerer Einsatz von eHealth
- ◇ Ausbildung des Gesundheitspersonals

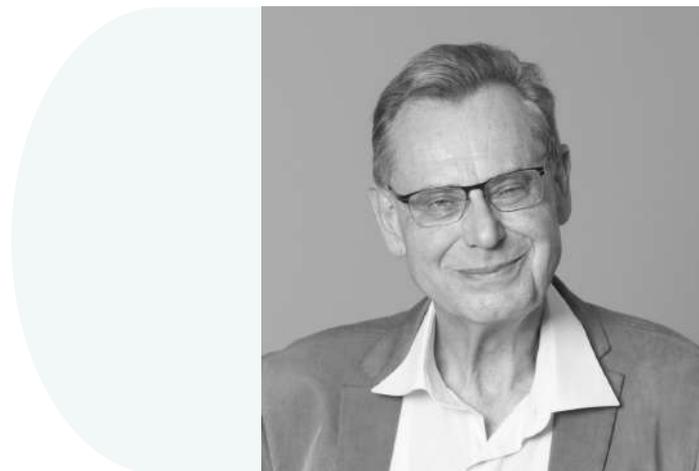
### Transparenz

- ◇ Systemvereinfachung
- ◇ Gesundheitspolitische Steuerung
- ◇ Internationale Einbettung

In Abstimmung mit den Zielen des Bundesrates 2019/2020 wurden im Zuge der weiteren Umsetzung der Agenda Gesundheit 2020 folgende Aufgaben und Tätigkeiten der Arbeitsgruppe Gesundheit erledigt:

### Vernehmlassungen zu diversen Geschäften im Gesundheitsbereich:

- ◇ Indirekter Gegenvorschlag zur Pflegeinitiative
- ◇ Totalrevision der Medizinprodukteverordnung und Verordnung über klinische Versuche mit Medizinprodukten (neue Medizinprodukte-Regulierung)
- ◇ Änderung der Verordnung vom 27. Juni 1995 über die Krankenversicherung (KVV; SR 832.102) und der Krankenpflege-Leistungsverordnung (KLV; SR 832.112.31)
- ◇ Änderung des Bundesgesetzes über die Transplantation von Organen, Geweben und Zellen (Transplantationsgesetz)



### Teilnahme an verschiedenen Veranstaltungen und Kongressen zum Thema Gesundheit:

- ◇ 20. Nationale Gesundheitskonferenz – Thema „Städte und Gemeinden am Puls der Gesundheit“
- ◇ E-Health Veranstaltungen
- ◇ Fokusgruppe Psychische Gesundheit 60+
- ◇ Tagung BAG: „Unterstützung pflegende Angehörige“
- ◇ Tagung Curarete – ambulante Pflegemodelle
- ◇ Vorlesung „Sehbehinderung im Alter“
- ◇ Netzwerktreffen CURAVIVA – „Charta der Zivilgesellschaft zum würdigen Umgang mit älteren Menschen“
- ◇ Forum Palliativ-Care
- ◇ Tagung „Chancengleichheit in der Gesundheitsversorgung“
- ◇ FSP-Tagung: „Gesund Altern – Facetten der psychischen Gesundheit im Alter“
- ◇ Austauschtreffen „Bewegung und Sport im Alter“ – Bundesamt für Sport
- ◇ Fachtagung nationale Demenzstrategie

### Zweite Kontaktsitzung mit dem BAG zur Festlegung der Themenagenda und gegenseitiger Information:

- ◇ Qualität in der Langzeitpflege
- ◇ Restkostenfinanzierung in der Pflege
- ◇ Umsetzung der Akut- und Übergangspflege
- ◇ Veraltungsgerichtsurteil MiGel
- ◇ Kostendämpfungsmaßnahmen
- ◇ Gesundheitsförderung und Prävention im Alter
- ◇ Befristete Rehabilitation
- ◇ Sterbehospize in der Schweiz – Bedarf



## Santé



## Gesundheit

**Erste Kontaktsitzung mit der Gesundheitsdirektorenkonferenz:**

- ◇ EFAS – einheitliche Finanzierung ambulant und stationär
- ◇ Umsetzung neue Pflegefinanzierung in den Kantonen
- ◇ Umsetzung Akut- und Übergangspflege in den Kantonen
- ◇ Rehabilitation im Alter
- ◇ Situation private „Care-Giver“
- ◇ Angehörigenhilfe

**Mitarbeit in nationalen Arbeitsgruppen:**

- ◇ Interessengemeinschaft Pflegefinanzierung
- ◇ Begleitgruppe „Stopp Sturz“
- ◇ Begleitgruppe „ensa“ - Erste Hilfe für psychische Gesundheit – Pro Mente Sana

**Diverse Publikationen:**

- ◇ Physiotherapiezeitung: „Werden Seniorinnen und Senioren in der Schweiz diskriminiert“
- ◇ Medienmitteilung Senkung OKP-Beiträge im ambulanten Bereich

**Umfragen:**

- ◇ Nationale Wahlen: Umfrage bei den Parteien – „Rezepte der Parteien gegen die Kostenexplosion im Gesundheitswesen“

**Diverses:**

- ◇ Thematik „überhöhte Medikamentenpreise“
- ◇ Pendent: Flyer „Fragen an den Arzt“ - Finanzierung noch offen—Schweizerische Ärztegesellschaft und BAG

**Organisatorisches**

Die Arbeitsgruppe behandelte an 5 Sitzungen die laufenden gesundheitspolitischen Geschäfte. Eine Sitzung fand mit einer Delegation des Bundesamtes für Gesundheit, BAG, unter der Leitung von Thomas Christen, stellv. Direktor BAG statt. Dabei wurden die aktuellen gesundheitspolitischen Themen ausgetauscht und unsere Anliegen eingebracht. Mit dem BAG wurde vereinbart, dass sich die AG Gesundheit jährlich mit der Delegation des BAG zu einer Aussprache trifft. Ein weiterer Austausch fand mit Vertretern der Gesundheitsdirektorenkonferenz, GDK unter der Leitung von Michael Jordi, Generalsekretär statt. Alle Arbeiten und Projekte waren wie bis anhin von der gesundheitspolitischen Agenda von Bundesrat und Parlament geprägt.

Fachwissen und Erfahrung der AG Mitglieder wird sehr geschätzt, dies zeigt sich auch wieder im Berichtsjahr.

Die Themen „Gesundheit im Alter“ waren auch im Jahre 2019 sehr vielfältig. Verschiedene gesundheitspolitische Entscheide, wie Tarmed, Pflegefinanzierung etc. waren auch im Jahre 2018 nicht immer im Interesse der älteren Menschen. Der SSR und die Arbeitsgruppe Gesundheit wird sich noch vermehrt für die Anliegen der älteren Menschen engagieren müssen. Dank dem Engagement der Arbeitsgruppenmitglieder konnten die anfallenden Arbeiten erledigt werden. Die Zusammenarbeit mit den Bundes- und Kantonsstellen hat sich weiter intensiviert, der SSR wird vermehrt wahrgenommen.

*Lukas Bäumle, Präsident*

Der SSR und die Arbeitsgruppe Gesundheit wird sich noch vermehrt für die Anliegen der älteren Menschen engagieren müssen



## Alter in der Gesellschaft ♦ Vieillesse dans la société



### Personelles

Beatrice Spang, Präsidentin, SVS,

Therese Engeler-Bisig, SVS,

Josef Lehmann, VASOS,

Marianne Streit, VASOS,

Feleccitas Würth, SVS

### Wirkungsziel 1 : Förderung der Institutionalisierten Mitsprache

Folgende Dokumente liegen seit längerem vor:

- Grundkonzept
- Powerpoint Präsentation

In folgenden Kantonen wurde Kontakt mit Seniorenorganisationen (SO) aufgenommen:

**Schwyz:** Der Kontakt wurde intensiviert, so dass für dieses Jahr ein Treffen mit den SO vorgesehen ist.

**Schaffhausen:** Nach Rücksprache mit Frau S. Mamié (auf Grund neuer Gegebenheiten) wurde beschlossen den Kontakt erst 2020 wieder zu beleben.

**Thurgau:** Der intensive Kontakt mit Frau Eveline Jung, Präsidentin des Thurgauer Senioren- und Rentnerverbandes, ergab, dass im Moment keine Kapazitäten innerhalb des Verbandes vorhanden sind, um einen Seniorenrat (SR) zu gründen und diesen dann mit Leben zu füllen. Dagegen wird Frau Jung an den Sitzungen des Verbands für Seniorenfragen (SGARAI) im Kanton St. Gallen teilnehmen, um sich zu informieren und von dort allgemeine Informationen zur Alterspolitik (auch SSR) zu erhalten.

**Solothurn:** Es wurden folgende Organisationen angeschrieben:

- Graue Panther
- SEV, Regionalsekretariat Olten
- Gemeinschaft Solothurnischer Alters- und Pflegeheime
- Pro Senectute Solothurn
- UNIA Bienne-Seeland/Solothurn

Von den Grauen Panther und von dem SEV Regionalsekretariat haben wir Antworten erhalten.

Obwohl es unwahrscheinlich scheint, im Kanton einen SR zu gründen (siehe auch Jahresbericht 2018), wollen wir die Kontakte mit den Organisationen aufrecht erhalten.

Auch mit den „Altersfreundlichen Städten“ wollen wir den Kontakt aufrecht erhalten.

Im Kanton **Obwalden**, so haben wir feststellen können, existiert ein SR (Hurra!!)

Ein Brief an Herrn Cirillo (Post Schweiz) betreffend die übermässige Schliessung von Poststellen wurde erstellt und liegt dem Vorstand vor.

### Wirkungsziel 2: Bekanntmachung des SSR bei einer grösseren Anzahl Senior/Innen

In Publikationen einiger Seniorenvereinigungen wird regelmässig über Veranstaltungen des SSR berichtet.

Im Kanton Thurgau konnten wir den SSR vorstellen, was sehr erfolgreich war.

In den Institutionen, in welchen der SSR vorgestellt wurde (Pensionierte Lehrer (2018) und Thurgauer Senioren (2019), hat sich je eine Person entschlossen im Verband für Seniorenfragen St. Gallen (SGARAI) mitzuarbeiten.

Bei der *Seniorenmesse in Einsiedeln* haben wir versucht, den SSR bekannt machen zu können. Leider war dies nicht möglich, da die Themen für die Messe schon feststanden. Es fällt auf, dass bei vielen Veranstaltungen für Senior/Innen die immer gleichen Themen wie Gesundheit, Ernährung, Bewegung etc. behandelt werden; Alterspolitik jedoch selten. Auf Grund des „Altersbashing“ wäre es sehr wünschenswert, wenn die ältere Bevölkerung wüsste, dass es einen und warum es einen SSR gibt und welche Themen, Aktivitäten von diesem verfolgt werden.

Ende 2019 haben wir die bisherige AG „Alter und Migration“ in unsere AG integriert.

Ein umfangreiches Dossier betreffend die AG „Alter und Migration“ liegt vor.

### Allgemein:

Die AG hat Ende Jahr von Josef Lehmann Abschied genommen. Er war ein wertvolles Mitglied unserer Arbeitsgruppe, der sehr aktiv war und sich sehr für unsere Anliegen eingesetzt hat.

Die AG dankt ihm herzlich für seine geleistete Arbeit.

Beatrice Spang, Präsidentin



« promouvoir la qualité de vie des seniors, en favorisant leur autonomie, leur participation et leur lien social »

## Commissions extraparlamentaires AVS/AI et Logement

### Commission fédérale du Logement

Le Conseil fédéral a procédé le 27 novembre 2020 au renouvellement complet de la Commission fédérale du logement pour la période administrative 2020 à 2023. A la présidence a été élue Madame Prof. Dr. Katia Delbiaggio. Elle remplace Monsieur le Prof. Philippe Thalmann dont le mandat s'est terminé en raison de la limitation de la durée fonction. A noter que la fonction de membre de cet organe a été confirmée à la soussignée.

#### ETUDES EXAMINEES en 2019 CONCERNANT LES AINES

##### Comment fonctionnent les propriétaires de 50 ans et plus ?

Parmi les diverses études examinées, citons plus particulièrement celle relative à la viabilité du logement des seniors : comment fonctionnent les propriétaires de 50 ans et plus. Cette étude menée par l'Office fédéral du logement en collaboration avec l'Association suisse des propriétaires fonciers (HEV) Suisse a examiné les motivations **des personnes de cette tranche d'âge qui les poussent à conserver, vendre ou léguer leur bien et quelles sont les solutions qui les séduisent le plus.**

Parmi les 1625 propriétaires interrogés, beaucoup occupent leur logement depuis longtemps. A noter que les personnes de plus de 50 ans aimeraient pour la plupart rester propriétaire de leur logement pendant encore longtemps. Seulement 26 % d'entre elles auraient l'intention de vendre. Il est important de relever que la valeur émotionnelle du logement acquis est conditionnée par les souvenirs qui y sont attachés. C'est ainsi que 76 % des personnes ayant hérité de leur logement déclarent que celui-ci est porteur de souvenirs.

Quant aux préférences et motivations dans la perspective de la conservation de la vente ou du legs, de son logement, l'étude a montré que les considérations financières ne revêtaient qu'une importance restreinte, mais il est ressorti des réponses reçues que la **raison principale qui pousserait un propriétaire à vendre serait la taille du logement.**

##### Evaluation des formes d'habitat communautaires destinées aux ménages de très petites tailles

Cette évaluation des formes d'habitat communautaire a montré que la demande de logements abordables pour les ménages de très petite taille continuera d'augmenter à l'avenir. En Suisse, deux groupes de personnes s'intéresseront à l'avenir davantage aux appartements de très petite taille, soit d'une part la plus forte croissance du nombre de ménages de très petite taille attendue dans la population active adulte âgée de 30 à 60 ans environ et d'autre part, **le nombre de ménage d'une ou deux personnes parmi les plus de 65 ans qui continuera de progresser ces quinze prochaines années.** Mais dans quelle mesure ces deux groupes de population utiliseront-ils des formes d'habitat collectif et quelle forme de communauté privilégieront-ils ? On ne le sait pas. Cependant le désir de continuer, l'âge venu, à vivre dans un cadre communautaire peut justifier le choix d'une forme d'habitat collectif. **Il s'agirait donc d'analyser les besoins en offres spécialisées telles que les appartements multigénérationnels**

*Christiane Layaz-Rochat, Membre du Comité et Déléguée CSA*

### AHV/IV Kommissionssitzungen 2019

Im Jahr 2019 haben 2 Sitzungen der Eidgenössischen AHV/IV Kommission stattgefunden.

Herr J. Brechbühl hat an der ersten Sitzung vom 28. März 2019 seinen Rücktritt bis spätestens Ende 2019 bekannt gegeben.

**Die aktuelle finanzielle Lage der AHV:** Die Finanzmärkte verzeichneten ein schwieriges vergangenes Jahr. Die AHV schloss 2018 mit einem Betriebsergebnis von minus 2.2 Mrd. Franken ab. Das AHV-Kapital belief sich Ende 2018 auf 43.5 Mrd. Franken, was 103% einer Jahresausgabe entspricht.

**Steuervorlage und Finanzierung der AHV (STAF):** Die Volksabstimmung dazu werde am 19. Mai 2019 sein; bei erfolgreicher Abstimmung, wird die Vorlage per 1. Januar 2020 wirksam sein.

**EL-Reform:** Sie konnte abgeschlossen werden. Sofern kein Referendum eingereicht wird, sei man daran, die Vorbereitungsänderungen auszuarbeiten. Auch dazu werde es ein Vernehmlassungsverfahren geben und falls alles klappt, so könnte diese Reform per 1. Januar 2021 in Kraft treten.

Ebenfalls informiert und diskutiert wurde in der AHV/IV Kommission die Änderungen der Verordnungsbestimmungen zu den Observationsartikeln: **ATSV.** Frau Isabelle Rogg, vom BSV, Leiterin Recht, hat die Kommission über die Änderungen ausführlich informiert. Beobachten darf nur, wer eine Bewilligung vom BSV erhält. Diese Bewilligung ist auf 5 Jahre befristet. Die Anforderungen an die Observationsspezialisten sind sehr stringent und klar definiert. Auch ist vorgeschrieben wo oder nicht observiert werden darf. Dieser Bereich wurde ja ausführlich von den Medien beschrieben. Die Einsichtnahme in das Observationsmaterial sind auf zwei Fälle möglich: Die Information erfolgt mündlich und das Observationsmaterial wird vorgelegt. Oder die Information erfolgt schriftlich und der versicherten Person wird die Möglichkeit eingeräumt, das Observationsmaterial einzusehen. Auch die Aufbewahrung und Vernichtung des Observationsmaterial ist gesetzlich geregelt.

Herr Dieter Frei, Projektleiter, BSV, führte durch die Präsentation «Projekt EO-Digitalisierung». Im Jahr 2016 wurde im Auftrag des BSV eine Machbarkeitsstudie «Papierloses EO/MSE-Verfahren» erstellt. Eines dieser Ziele ist zum Beispiel, dass das Verfahren allen Prozessbeteiligten zu einer spürbaren Ressourceneinsparung führt, schneller ist, fehlerfrei ist und Missbräuche verhindert.

Was ein Austritt des Vereinigten Königreichs aus der EU (Brexit) bedeutet wurde der Kommission mitgeteilt. Das Austrittsabkommen sieht eine Übergangsfrist bis zum 31.12.2020 vor. Während dieser Übergangszeit bleiben die Verordnungen über die Koordinierung des Systems der sozialen Sicherheit unverändert anwendbar. Nach Ablauf der Übergangsfrist müssen die künftigen Koordinierungsregeln noch festgelegt werden. Um den Austritt des Vereinigten Königreichs aus dem FZA zu regeln und die Rechte, die die Versicherten im Rahmen des FZA erworben haben, zu gewährleisten, wurde zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich ein Abkommen über die Bürgerrechte geschlossen. Dieses Abkommen über die Bürgerrechte gewährleistet die Rechte des FZA (Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit) für Personen, die vor Brexit dem FZA unterlagen.

##### Die wichtigsten Änderungen per 1. Januar 2020:

Erstmals seit 40 Jahren wird der Beitragssatz für Arbeitnehmende um 0.3% angehoben. Und zwar von 8.4% auf 8.7%. Die Erhöhung wird je zur Hälfte von den Arbeitgebern und den Arbeitnehmenden getragen (je 0.15%). Die zweite Bestimmung betrifft die vollständige Zuweisung an die AHV des Demografie Prozents der Mehrwertsteuer, das seit 1999 erhoben wird. Drittens wird der Bundesbeitrag von heute 19.55% auf 20.2% der AHV-Ausgaben erhöht.

Herr Stéphane Rossini, der seit 2016 Präsident der Eidgenössischen AHV/IV Kommission war, wurde per 1. Dezember 2019 neuer BSV Direktor.

*Elisabeth Eicher,  
Delegierte und Mitglied der AG Soziale Sicherheit.*

## Groupe d'experts juridiques ♦ Expertengruppe

### Participants

Michael Zumbach, Président, SVS, Pierre Scherb, SVS, Barbara Fischer, VASOS, Josef Bühler, VASOS

Die Expertengruppe Recht hat sich im Jahre 2019 zweimal getroffen, am 15. Februar und am 13. Septembre. Eine dritte Sitzung musste aber aus Termingründen auf Anfang 2020 verschoben werden.

Wegen der längerfristigen Abwesenheit von Michael Zumbach ist Pierre Scherb vom Vorstand gebeten worden, die Expertengruppe interimistisch zu leiten. Nach einer Zusammenfassung der Ziele und des bereits Erreichten, werden die aktuelle Lage diskutiert und die Möglichkeiten für die konkrete Vorgehensweise untersucht.

Es geht zuerst darum, die Glarner Regierung noch einmal anzuschreiben und gegen die Alterslimite von 65 Jahren für den Regierungsrat, den Ständerat und die Gerichte zu protestieren. Die Initiative gegen die Altersdiskriminierung ist von Heidi Joss (Avenir 50+) und Karl Vögeli (SVS) an Hand genommen worden. Es ging darum, das Komitee zu erweitern. Die Expertengruppe setzt sich dafür ein, dass Bea Heim als Co-Präsidentin daran teilnimmt. Es wäre zudem wünschenswert, Massnahmen im Bereich Gesundheit namentlich zu erwähnen, was im vorgelegten Initiativtext nicht der Fall ist.

Am 28. Mai hat das Kompetenzzentrum für Menschenrechte das Buch „Grundrechte im Alter – ein Handbuch“ vorgestellt. Pierre Scherb hat den SSR an der Podiumsdiskussion vertreten

und das Engagement des SSR im Bereich Grundrechte skizziert.

An der Sitzung vom 13. September wurde der Stand der Initiative gegen Altersdiskriminierung besprochen. Im Mai, ist ein Initiativkomitee gegründet worden. Die Initiative wurde danach bei der Bundeskanzlei zur Prüfung eingereicht. Diverse Schwierigkeiten führten zur Neubesetzung des Initiativkomitees. Neuer Präsident ist Dr. Denis G. Humbert, Fachanwalt Arbeitsrecht, Zürich. Soweit bekannt, sind Karl Vögeli, SVS, Susanne Leutenegger Oberholzer und Monika Stocker im Initiativkomitee. Die Kosten für die Unterschriftensammlung werden sich auf rund CHF 250'000.- belaufen. Es soll dazu eine professionelle Geschäftsstelle eingerichtet werden. Mit der Unterschriftensammlung wird erst Mitte 2020 begonnen werden.

Die Expertengruppe muss wegen dem Austritt des Präsidenten auf den nächstmöglichen Termin neu organisiert werden. Josef Bühler beabsichtigt per Ende Jahr aus dem SSR auszutreten. Der Vorstand wünscht eine permanente Juristengruppe, welche bei Bedarf Abklärungen tätigt. Im vergangenen Jahr wurden Briefe betreffend Altersgrenze an den Kanton Glarus und an den Kanton Bern verfasst. Eine Anfrage betreffend Legitimität eines Fragebogens eines Einwohneramtes zur Prüfung des Wohnsitzes wurde beantwortet. Ein Artikel zum Thema „Ist ein Gesetz gegen Altersdiskriminierung nötig?“ wurde für die INFO „Stimme der Senioren“ verfasst.

*Pierre Scherb, Präsident ad interim*

## Communication ♦ Kommunikationskommission

### Participants

Roland Grunder, Président, SVS, Bea Heim, VASOS, Reinhard Hänggi, SVS, Ruedi Garo, SVS, Lindo Deambrosi, VASOS, Inge Schädler, VASOS, Jacques Morel, VASOS

### Activités

Cette commission, est une aide prioritaire du Comité du CSA. Elle a siégé à 5 reprises durant l'année sous revue.

Le travail de communication est un élément essentiel dans l'ensemble des activités du CSA. Les prérogatives de la Commission ont été définies dans le concept de communication mis en place et agréé par les Délégués et le Comité. La commission est un organe au service de la présidence. Son rôle de récipiendaire des propositions des groupes de travail en matière de prises de position est essentiel quant à la mise en forme et en œuvre des recommandations des GT, acceptées par le Comité et soumis à l'approbation de l'Assemblée des Délégués. Ainsi plusieurs prises de positions et des communiqués de presse ont été élaborés et publiés par la Commission durant l'année émanant de quasi tous les GT.

### La Voix des Seniors \* Die Stimme der Senioren

La Commission a été chargée de concevoir, de rédiger et de publier le nouveau Bulletin commun aux trois associations CSA, ASA et FARES. Un numéro zéro test a été édité en juin et le numéro un le fut en novembre 2019. Le bulletin INFO a été salué comme un succès par les lecteurs dans leur très grande majorité. Les trois associations ont donc reconduit le mandat pour 2 à 3 éditions en 2020.

### Internet, Extranet et réseaux sociaux

La Commission de communication est en charge du site Internet du CSA, lequel fut transformé et redesigné durant l'année 2019, notamment avec le financement de l'OFAS. Le mandat technique a été transmis de ProSenectute à la Société SwitchPlus qui élaborer le nouveau site sur une technologie Wordpress. C'est le délégué Pierre Scherb qui a été chargé de fonctionner comme Webmaster. Flexible dans sa conception de CMS, le site permet une actualisation par nos propres moyens.

Outre le web, la Commission se penche sur la production de eNews et de dynamiser son image sur les réseaux sociaux, tels que Facebook ou Twitter.

Un travail de mise à jour des adresses courriels est à l'ordre du jour de l'année 2020, ainsi que l'élargissement de notre rayon de communication.

### Manifestations et Congrès

Chaque deux ans, le CSA organise un Congrès d'Automne sur un thème d'actualité dans le domaine du vieillissement. Le 5 novembre, à Bienne, le thème de la « Pauvreté des Seniors » a rencontré un très important succès, tant en terme de participation que sur le plan médiatique. La thématique développée par des spécialistes et des politiciens-nes actifs fut reprise à grande échelle par les médias, notamment en Suisse romande. Un important travail de suivi a pu être entrepris garantissant une excellente visibilité au CSA.

*Roland Grunder, Coprésident CSA*

## Finances et Administration ♦ Finanzen und Administration

### Personelles

Verantwortlich: Rudolf Garo, SVS, Peter Haudenschild, SVS, Jacques Morel, VASOS

Auflagen für das Reporting und Controlling gegenüber dem Amt. Dabei kommt dem SSR die Federführung auch gegenüber den Gesellschaften SVS und VASOS zu, die neu als Untersubventionsnehmer gelten. Die Delegation Finanzen & Administration des SSR hat unter Beizug des BSV und des Revisors in mehreren Sitzungen und einem Workshop mit den Finanzverantwortlichen SVS und VASOS die Basis für das Erstellen der Berichterstattung inklusive der Lieferung von Kennzahlen gelegt.

Erstmals wurde die Tätigkeit des SSR einem Audit unterzogen. Die Delegation Finanzen & Administration hat eine umfangreiche Dokumentation vorbereitet zu den Grundlagen der Tätigkeit, Organigramm, Reglementen, mit Protokollen von DV, Vorstand und Arbeitsgruppen u.a.m. Der Audit-Bericht des Teams aus dem BSV attestiert dem SSR seine Aufgabe zu erfüllen, er gibt jedoch auch Anregungen für eine Standortbestimmung nach 18 Jahren Existenz. Dafür wurde dem Rat ein Extrakredit gewährt. In einer ersten Runde wurden zusammen mit einer externen Beraterin Erwägungen zur Ausgestaltung einer Strategie gemacht. Das Projekt wird im Jahr 2020 weitergeführt werden.

Im Controllingbericht hat der SSR dargestellt wie er den Subventionsauftrag im abgelaufenen Jahr erfüllt hat. Ein weiterer Bericht zeigt die zahlreichen Auftritte von Delegierten des Rates an Tagungen und Konferenzen. Vor allem die Herbsttagung zum Thema «Armut im Alter» hat ein grosses Presseecho gefunden.

Hinweise auf die Tätigkeit des Rates finden sich auf der Webpage, welche erfolgreich auf eine neue Plattform in Wordpress migriert wurde. Diese bietet nun zahlreiche Ausbaumöglichkeiten.



Mit den vorhandenen Budgetmitteln und dank dem Zusatzkredit konnten die intensiven Aktivitäten angemessen finanziert werden.

Der Schreibende verlässt nach elf Jahren wegen der Amtszeitbeschränkung den Rat. Künftig werden die Fachgebiete aufgeteilt: das Rechnungswesen wird unter Leitung von Peter Haudenschild von der Delegation Finanzen übernommen, für die Administration mit dem Sekretariat wird eine externe Lösung gesucht.

*Rudolf Garo, Vostandsmitglied, F&A (bis 31.12.2019)*



## Le mot de la fin... ♦ Schlusswort ...

### Dem Alter die Zukunft sichern

Seit Jahren beherrscht die Rede von der steigenden Lebenserwartung als bedrohliches Zukunftsszenario den gesellschaftspolitischen Diskurs. Doch die Zukunft hat längst begonnen. Die älteren Generationen sind im Aufbruch: vitaler, gesünder, engagierter und selbstbewusster. Nicht nur die Seniorinnen und Senioren von morgen, sondern wir, die heutige Generation der Älteren wollen sich Gehör verschaffen und in Entscheidungsprozessen mitwirken. So tritt der Schweizerische SeniorInnenrat (SSR) für die vielschichtigen Interessen und Anliegen älterer Menschen ein. Dabei geht es uns darum, dass Rahmenbedingungen geschaffen werden, die es ermöglichen, dass die älteren Menschen heute und in Zukunft entsprechend ihren individuellen Bedürfnissen leben, wohnen und arbeiten können. Dabei sollen sie sich, besonders bei gesundheitlichen Beeinträchtigungen, auf eine gute und diskriminierungsfreie medizinisch-pflegerische Versorgung verlassen können.

Auf der anderen Seite sehen wir, die heutige Seniorengeneration, uns in der Mitverantwortung, der jüngeren Generation die Bewältigung des Berufslebens zu erleichtern, die Vereinbarkeit von Beruf und Familie zu ermöglichen. Wir engagieren uns im Sozialbereich, übernehmen häufig die Betreuung und Pflege von Angehörigen, beleben mit Reisen und sportlichen Aktivitäten den Tourismus und die Freizeitindustrie und nutzen die Informations- und Kommunikationstechnologie. Diesen Realitäten wird weder in der Öffentlichkeit noch in den Medien wirklich Rechnung getragen. Vielmehr prägen negative Altersbilder den gesellschaftlichen Diskurs. Das zeigt sich in den Medien, in der Politik, im Gesundheitswesen, auf dem Arbeitsmarkt, einfach überall im Alltag. Ein Grund hierfür liegt in den veralteten Altersbildern, die in unseren Köpfen nach wie vor umhergeistern. Wir vom SSR sind aufgerufen dazu beizutragen, dass sich das gesellschaftliche Bild des Alters an der gelebten Wirklichkeit orientiert. Wir sind überzeugt: Unsere Gesellschaft hat nur im Miteinander von Alt und Jung eine positive Zukunft. Kein Land kann es sich leisten, auf die Gestaltungskraft, die Erfahrungen und die Ressourcen des am stärksten wachsenden Teils seiner Bevölkerung zu verzichten

oder diese so zu marginalisieren, dass sie sich aus der Gemeinschaft verabschiedet. Diesem Trend dürfen wir nicht tatenlos zusehen. Darum treten wir als SSR mit unserer Arbeit, mit Projekten, öffentlichen Stellungnahmen und in Kooperation mit weiteren Organisationen für eine Partnerschaft der Generationen ein um dem Wunsch der Älteren nach sozialer, kultureller, wirtschaftlicher und politischer Partizipation eine unüberhörbare Stimme zu verleihen.

In diesem Sinn engagieren wir uns auch auf internationaler Ebene für verbesserte Chancen und Lebensbedingungen, für ein aktives Alter und für ein Älterwerden in Gesundheit. Und wir wehren uns gegen jede Form der Altersdiskriminierung. Dieser Herausforderung stellen wir uns in allen Bereichen und erwarten dabei, dass die Politik hier aktiv wird. Denn der Auftrag der Verfassung ist klar: „Niemand darf diskriminiert werden, namentlich nicht wegen .... des Alters.“



Bea Heim, Copräsidentin SSR,  
 Copräsidentin VASOS  
 Ehem. Nationalrätin

**So tritt der SSR für  
 die vielschichtigen  
 Interessen und  
 Anliegen älterer  
 Menschen ein**